

Le Cercle des économistes et « Le Monde » lancent l'édition 2017 du Prix du meilleur jeune économiste, qui récompense les travaux de chercheurs pour leur excellence académique et leur pertinence dans l'actualité

Les économistes dans le débat public

Des « experts » à nouveau contestés

Depuis la crise de 2008, les économistes sont accusés de ne pas s'intéresser aux « vrais problèmes ». Un procès en illégitimité qui doit pousser la profession à s'ouvrir

PAR ANDRÉ CARTAPANIS
ET JEAN-HERVÉ LORENZI

Voilà déjà huit ans que la crise a mis les économistes sur la sellette. Aujourd'hui encore, ils n'échappent pas à la mise en cause, aux contours plus larges, de la compétence et de la légitimité des élites.

Les économistes consacraient l'essentiel de leurs efforts de modélisation à des mondes imaginaires, plutôt que de se confronter aux problèmes les plus urgents : la montée des inégalités et ses effets sur la croissance, la décélération des gains de productivité, les perdants de la mondialisation, le chômage des jeunes et des non-qualifiés, l'accroissement de la taille de la finance et ses conséquences sur le régime de croissance. La crédibilité de leurs recommandations est également décriée au vu de leurs désaccords sur l'efficacité des politiques monétaires non conventionnelles, sur les effets du salaire minimum sur l'emploi, etc. Quant aux controverses auxquelles ils participent, par exemple en France entre « orthodoxes » et « hétérodoxes », elles relèveraient de querelles byzantines plutôt que de divergences d'analyses de la réalité économique.

Ce jugement d'illégitimité des économistes n'est guère recevable en ces termes. Toute science, fût-elle une science sociale comme l'économie, a besoin de restreindre la réalité à des modèles nécessairement restrictifs : c'est ce que font tous les chercheurs, quels que soient leurs outils d'analyse. Plus pertinente est la question de savoir si les économistes s'occupent des « vraies » questions. Ce n'est pas garanti pour tous.

Pourtant, Paul Krugman n'a cessé de dénoncer l'absurdité des politiques accélérées d'ajustement budgétaire menées dans la zone euro et les effets pervers des réformes de flexibilisation des marchés en situation de quasi-déflation. Dani Rodrik a pointé les inégalités suscitées par la mondialisation et les menaces qu'elle induit sur la démocratie. Daron Acemoglu a travaillé sur l'économie politique du populisme et la propension des peuples à faire des choix électoraux contraires à l'intérêt du plus grand nombre. Et comment oublier les travaux de George Akerlof et de Robert Shiller sur

l'exubérance irrationnelle des marchés financiers ? Ou les travaux de Robert Gordon et Larry Summers sur le risque de stagnation séculaire ?

Trois autres raisons semblent expliquer le discrédit des économistes.

En premier lieu, des doutes surgissent régulièrement sur leur scientificité au vu de leurs conclusions parfois contradictoires, ou de l'inefficacité de leurs recommandations. Mais, trop souvent, ce sentiment résulte d'une lecture partielle, parfois partielle, de la littérature économique, sans faire référence aux hypothèses qui conditionnent la validité des résultats, aux intervalles de confiance des estimations, à la spécificité des échantillons, au choix des paramètres. Les chercheurs en économie sont conscients de ces limites. Mais pas les commentateurs de la sphère politico-médiatique.

DES COMPÉTENCES ÉLARGIES

En second lieu, il est vrai qu'une part considérable de la littérature académique, y compris dans les « meilleures » revues, ne présente aucune valeur ajoutée en matière d'élucidation de telle ou telle question ou de politique économique, et exprime surtout la virtuosité des modélisateurs et la sophistication de méthodes pour valider des vérités d'évidence. À côté des théoriciens et des économètres, ne faudrait-il pas des économistes formés à l'application des modèles et à l'analyse des données, aux compétences élargies à l'histoire, la psychologie sociale ou les sciences politiques, afin de pallier la distance entre la modélisation des dynamiques économiques et leur contexte historique et institutionnel ?

En troisième lieu, comme dans toute discipline scientifique, l'économie a besoin de concurrence et de confrontation entre les théories, les démarches et les méthodes. Non pas en érigeant des hiérarchies formelles ou en invoquant des arguments d'autorité, mais en acceptant la discorde, dans les revues et le débat public.

L'ambition du Prix du meilleur jeune économiste, décerné par *Le Monde* et Le Cercle des économistes, est, depuis sa création en 2000, de contribuer à la légitimité de l'analyse économique, en visant à distinguer non seulement l'excellence de la production académique des candidats, mais aussi leur contribution au débat en matière de politique économique ou de prise de décision des acteurs privés, en débordant éventuellement vers d'autres sciences sociales. ■

André Cartapanis est président du jury du Prix du meilleur jeune économiste, décerné par *Le Cercle des économistes* et « *Le Monde* ». Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.

Nous avons des réponses, il faut les promouvoir

Face à l'explosion des inégalités et à la montée du populisme, il existe des solutions

PAR CAMILLE LANDAIS

De la victoire du Brexit au référendum à l'élection de Donald Trump, la vague populiste semble tout emporter sur son passage. Elle a mis en lumière, de façon brutale, l'énorme ligne de fracture sociale qui s'est creusée dans les sociétés développées au cours des trente dernières années.

Dans les pays anglo-saxons, cette fracture se manifeste par les inégalités de revenus et de patrimoine ; en France, elle est médiatisée par le chômage et les inégalités sur le marché du travail. Mais le constat est le même. Le revenu réel moyen des 50 % des individus les plus pauvres et en âge de travailler aux États-Unis a baissé de plus de 10 % depuis 1979, alors que le revenu moyen des 10 % les plus riches a augmenté de plus de 120 % ! En France, le taux de chômage des diplômés du supérieur est resté stable – autour de 5 % depuis 1980 –, alors qu'il est passé de 7,5 % à plus de 17 % pour les non-diplômés.

Vouloir expliquer les soubresauts populistes par le seul prisme des inégalités est certes réducteur. Il faut y ajouter l'éclatement des cadres de représentations politiques et culturelles des classes populaires, à la fois cause et conséquence de l'accroissement des inégalités : érosion de la syndicalisation, disparition de grands partis représentant les intérêts des classes populaires (PCF, Labour, etc.), chômage de masse qui affecte l'identité ouvrière centrée sur la valeur travail.

FAVORISER L'EXPERTISE DE QUALITÉ

Les politiques publiques et les systèmes de protection sociale n'ont pas su accompagner ces évolutions et en corriger les effets délétères. La mondialisation et le progrès technique sont bénéfiques, mais imposent de réguler au mieux leurs effets redistributifs potentiellement ravageurs. Dans bien des cas, l'évolution des politiques publiques a directement renforcé ces effets. En France, la dépense publique d'éducation a baissé de 7,5 % à 6,5 % du PIB en vingt ans, alors même qu'il aurait fallu investir plus dans la fabrique de compétences ! En Europe, cette incapacité à rénover les politiques publiques a été amplifiée par les problèmes de coordination de la zone euro, et aux États-Unis par la capture du monde politique par des intérêts particuliers.

Les « experts », économistes, sociologues, historiens, etc., ont-ils vraiment été incapables de voir venir cette fracture ? De proposer des remèdes ? D'empêcher la vague populiste de tout emporter sur son passage ? Il me semble que les sciences sociales dans leur ensemble ont au contraire réussi à assembler un faisceau important de preuves et à articuler depuis une dizaine d'années un vrai débat d'analyse de ces lignes de fracture aujourd'hui exploitées par le populisme. Mais cette expertise de qualité, toujours plus abondante, souffre sans doute, sous la pression des nouveaux acteurs des médias et des réseaux sociaux, du déclin de ses modes de diffusion qu'ont toujours été les médias traditionnels et le livre, seuls aptes à organiser, hiérarchiser, crédibiliser cette expertise. Plus de concurrence dans l'information mais aussi plus d'informations répondant à des intérêts particuliers ont rendu difficile ce travail éditorial : la mauvaise expertise chasse la bonne.

Faut-il pour autant désespérer ? Non, car la France reste beaucoup mieux armée et équipée que d'autres pays pour résister à la vague populiste et offrir des réponses à l'explosion des inégalités. La France n'a pas détricoté agressivement son système de protection sociale et de dépenses publiques, et a su garder à peu près sous contrôle l'augmentation des inégalités de salaires et de revenus. Mais notre système de redistribution et de protection sociale est inadapté, et il est urgent de le réformer sous peine de le voir implorer sous la pression de ceux qui le vilipendent. Pour cela, le prolongement du basculement du financement de la protection sociale vers la contribution sociale généralisée (CSG), la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de charges permanente pour les bas salaires, la réforme de la prime d'activité, la refonte du système d'assurance-chômage, les réformes structurelles du marché du travail sont les pistes qui devront être au centre du débat de l'élection présidentielle de 2017.

De même, la France a la chance d'avoir un rôle important à jouer en Europe pour encourager la réforme de la coordination des politiques économiques dans la zone euro, faire en sorte que l'Europe soit un facteur d'assurance et de prospérité, et non une machine à créer du chômage et du ressentiment populiste. Embrasser pleinement ce rôle sera sans doute la tâche la plus importante du futur président des Français. ■

Camille Landais, professeur à la London School of Economics, est lauréat du Prix 2016 du meilleur jeune économiste

« Chaque expert est dans son silo, sans vision globale »

Pour le professeur et essayiste canadien Henry Mintzberg, les solutions s'inventent aujourd'hui au niveau des individus et des communautés

ENTRETIEN

Henry Mintzberg est professeur de sciences de gestion à l'université canadienne McGill, à Montréal. Il publie en janvier aux éditions Maxima *Rééquilibrer la société*, plaidoyer en faveur de « ceux qui agissent différemment » pour sauver la planète d'un capitalisme devenu prédateur et d'États en passe d'abandonner la démocratie.

Pourquoi les économistes, les « experts », les intellectuels de manière plus générale, n'ont-ils pas anticipé les causes de la montée du mécontentement des classes moyennes,

qui, aujourd'hui, se traduit par les votes populistes ?

Le plus grave n'est pas qu'ils n'aient pas analysé les causes, mais plutôt qu'ils soient incapables de proposer des solutions. Car les gens savent très bien pourquoi ils sont aujourd'hui dans cette situation. Ils savent que les grandes entreprises ne paient pas d'impôts, que les États ont renoncé à agir, que la planète fonctionne aujourd'hui comme un pays où il n'y aurait plus ni gouvernement ni police, et où des gangs s'affronteraient sans retenue. Le monde est devenu le champ clos d'une lutte entre quelques grands États dirigés par des leaders de plus en plus autoritaires, plus quelques grandes entreprises et les mafias. Le dogme des économistes – l'avidité (*greed*) est une bonne chose, le marché est sacré, l'État est suspect – est accepté, explicitement ou implicitement, comme ligne de conduite entre les États, dans les entreprises et dans les institutions.

On sous-estime l'effet dévastateur que la défaite politique des États-providence, dans les années 1980, a eu sur les populations des pays développés. Les riches triomphants, avec leur égoïsme et leur idéologie de la « fin de l'histoire », ont mis

les pauvres dos au mur. Les pauvres ont perdu leur protection sociale, ils ont subi le chômage, la précarité, l'appauvrissement, la violence sociale, pendant des décennies. Ils réagissent aujourd'hui, mais en se tournant vers les mauvaises solutions. Donald Trump ne fera rien pour eux.

Pourquoi les « experts » ne proposent-ils pas ou ne parviennent-ils pas à promouvoir les bonnes solutions ?

Ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas la capacité de le faire, mais parce qu'ils n'y ont pas intérêt ! Je me dis le champion des pauvres, mais des entreprises me donnent des milliers de dollars pour que je fasse des conférences devant leurs managers. Chaque expert ne connaît que le sujet qu'il traite, le psychologue sur les comportements, l'économiste sur le marché, l'anthropologue sur une communauté, il accumule de plus en plus de connaissances sur de moins en moins de choses, et à la fin il sait tout sur rien. Il élucide tous les petits problèmes... jusqu'à commettre une grave erreur. Chacun est dans son silo, sait expliquer ce qui se passe au niveau de sa discipline – il est d'ailleurs payé et honoré pour ça – mais n'a pas de vision du tout. Tout cela mis bout à

bout décrit le monde, mais ne donne pas de solution globale.

Alors, que faire ?

Je crois que c'est maintenant au niveau des individus, des communautés, que des solutions s'inventent en réalité chaque jour. Regardez comment des municipalités, en Espagne, aux États-Unis, au Brésil ou ailleurs, se saisissent des vrais problèmes : l'environnement, l'éducation, l'aide aux plus démunis. Il faut que ceux qui agissent chacun à leur niveau se relient, échangent et montrent à tous qu'il existe d'autres solutions que celles prônées par les populistes. Il faut que les grandes organisations non gouvernementales qui, chacune dans sa spécialité, agit pour le bien commun, passent au niveau supérieur et proposent ensemble un projet global pour la planète. Il faut enfin que, face à un « conseil de sécurité » des Nations unies trusté par les ex-colonisateurs et les nouveaux empires autoritaires, s'établisse un « conseil de la paix » : il réunirait les États qui agissent véritablement pour l'environnement, comme le Costa Rica, ou contre les inégalités, comme les pays scandinaves... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE REVERCHON

Appel à candidatures

Le Prix 2017 du meilleur jeune économiste sera attribué par *Le Monde* et le Cercle des économistes en mai 2017, en partenariat avec le Sénat. Peuvent concourir les économistes français de moins de 41 ans au 1^{er} juin 2017, issus du monde universitaire ou des grandes écoles, en France ou à l'étranger, dont les travaux relèvent de l'économie appliquée et qui permettent de promouvoir le débat public. Au-delà de leur production académique, les candidats doivent mettre en avant leur contribution à la politique économique ou à la prise de décision parmi les acteurs privés ou publics, en débordant éventuellement vers d'autres sciences sociales. Les candidats doivent adresser à alexandra.letourneur@cercledeconomistes.fr, avant le 30 janvier 2017, une déclaration de candidature, un CV détaillé, cinq publications les plus représentatives de leur production scientifique, une note de synthèse d'une page, soulignant l'intérêt et l'originalité de leurs apports. Pour plus d'informations : lecercledeconomistes.fr